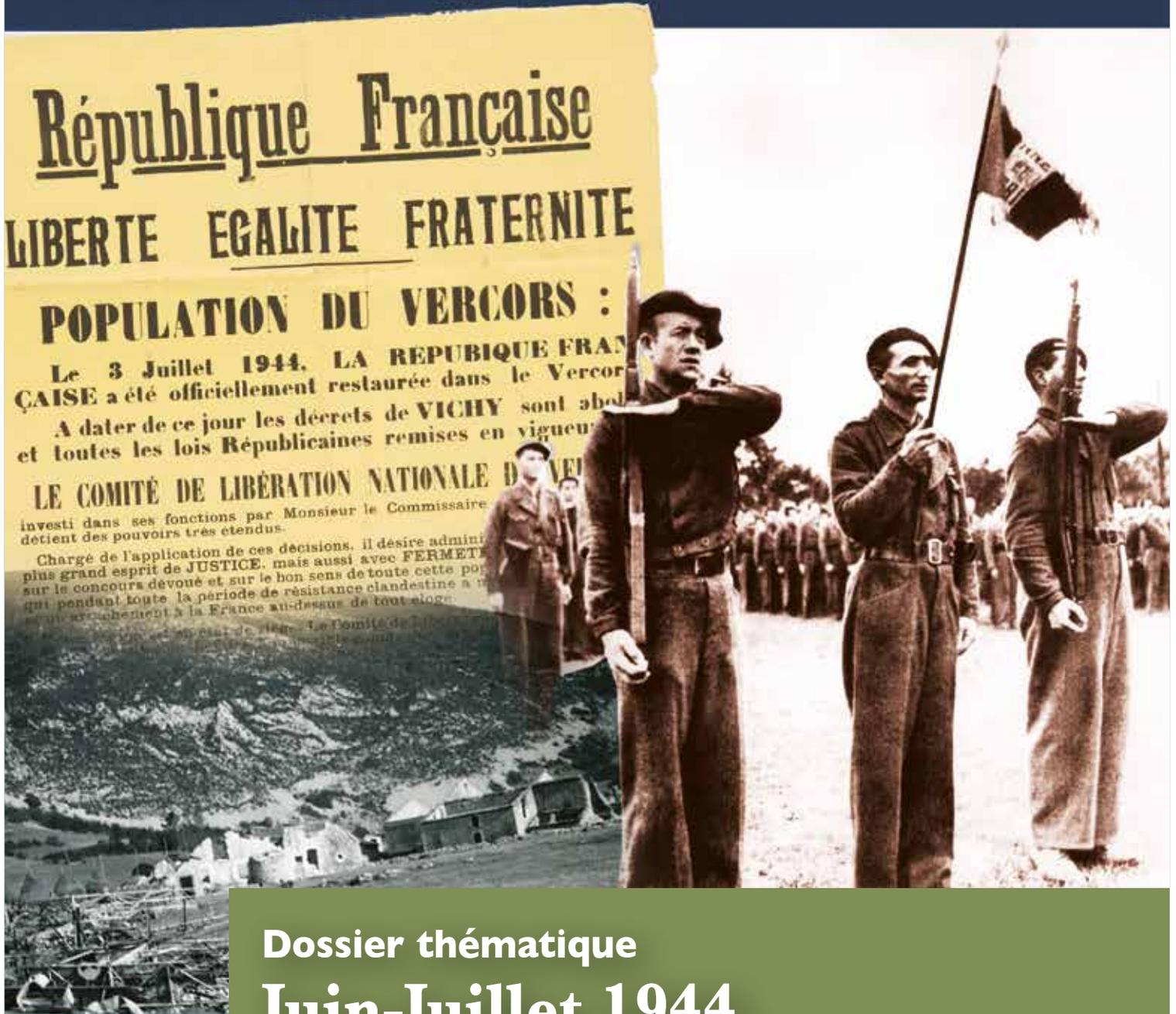


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 117 – juin 2024 – 5,50 €



Dossier thématique

Juin-Juillet 1944.

La « République du Vercors »

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

La grenade Gammon, une brillante conception des temps de guerre

À partir de la fin du premier semestre 1943, en plus des modèles de grenades classiques (offensives ou défensives), les résistants français reçoivent lors des parachutages une grenade ultra-puissante, la grenade Gammon. Dotée d'un pouvoir de destruction énorme, elle se révèle particulièrement bien adaptée à l'action de guérilla⁽¹⁾.

Cette grenade à main percutante, c'est-à-dire explosant à l'impact, a été mise au point par le capitaine R. J. Gammon commandant du 1^{er} bataillon parachutiste britannique.

Une grenade simple mais efficace

Elle répond parfaitement à la situation de guerre. De conception simple, elle est d'une utilisation facile et se révèle d'une efficacité redoutable au combat. La grenade Gammon a un effet de souffle très puissant et un effet brisant sur les pièces métalliques. Ainsi, une seule grenade a la capacité de détruire un camion, un char léger ou une voiture blindée.

Devant être produite rapidement, elle est assemblée à partir d'éléments déjà existants dans l'arsenal du *Special Operations executive* (pain de plastic, détonateur n° 8, fusée « *Allways* ») ce qui permet de gagner du temps lors de sa conception.

Polyvalente, ce modèle de *Home made grenade* peut recevoir des charges variées en fonction des effets à produire et de la nature de l'opération.

Une livraison en kit par parachutage

Pour des questions de sécurité, il fallait que cette grenade soit livrée non chargée en quatre éléments séparés, insensibles aux chocs pour éviter tout accident lors de son parachutage.

Elle est donc livrée sous la forme d'un kit qui est constitué :

- d'une fusée percutante de type « *Allways* » vissée sur une coiffe en métal peinte en jaune laquelle est rivée à une jupe de toile froncée à sa base par un élastique afin de maintenir en place la charge de plastic choisie ;
- d'un pain de plastic, explosif très stable qui avait comme avantage de se comporter comme de la pâte à modeler pour prendre la forme désirée ;
- d'un explosif primaire contenu dans un godet qui vient se visser sous la fusée « *Allways* » et sans lequel la charge de plastic ne peut exploser ;
- d'un détonateur spécial n° 8.

Avant son utilisation, le résistant devait assembler sa grenade à partir des différents éléments du kit. La grenade Gammon pouvait être chargée à la demande d'une boule de plastic plus ou moins importante (jusqu'à 750 grammes) dans laquelle est introduit un bouchon allumeur préalablement muni en son centre d'un détonateur. Le système de mise à feu de l'ensemble est assuré par une fusée dite « *Allways* » sous laquelle vient se visser le bouchon allumeur. Cette fusée percutante, conçue initialement pour la grenade anti personnelle offensive MKII entièrement faite de bakélite, fonctionnait à l'impact.

Avant le lancement de la Gammon, le tireur dévisse le bouchon en bakélite de la fusée « *Allways* » en prenant bien soin à ce que la tresse de coton blanc lestée d'une masselotte de plomb ne se déroule pas. Cette tresse lestée est alors fermement maintenue par le pouce et l'index de l'utilisateur jusqu'au moment du jet.

Une fois la grenade lancée, le lest de plomb déroule la tresse qui en fin de course arrache la goupille de sécurité de la fusée. Dès cet instant, la fusée « *Allways* » ultra-sensible libérera son percuteur au moindre choc lequel viendra frapper le détonateur qui par l'intermédiaire de l'explosif primaire fera partir la charge principale. Du fait de l'emploi de ce système de mise à feu particulier, l'utilisateur ne devait en aucun cas lancer une grenade Gammon sans s'assurer au préalable que la goupille et la tresse lestée soient bien en place et solidement tenues sur la fusée « *Allways* ». Si ce n'était pas le cas, la simple inertie du jet suffisait à faire exploser la grenade dans la main du lanceur.

Une arme bien adaptée au combat clandestin

Cette arme conçue en catastrophe correspond parfaitement aux exigences du combat clandestin. Cent treize mille six cent trente grenades Gammon ont été livrées aux résistants français⁽²⁾ leur apportant un substitut d'artillerie.



Une grenade Gammon non chargée munie de sa fusée percutante de type « *Allways* » (12,5 x Ø 9 cm).

Caractéristique de cette *Home made grenade*, la jupe de toile extensible de la Gammon maintient en place une charge de plastic plus ou moins importante.

© Musée de l'Ordre de la Libération n° d'inventaire N4078.

Seulement chargée d'explosif, la grenade Gammon, grâce à son effet de souffle énorme et son effet brisant, fait alors merveille contre les camions et les blindés légers. Du fait de son explosion assourdissante comparable à celle d'un canon de campagne, elle produit sur l'ennemi un impact moral analogue au feu de l'artillerie.

Cependant, son utilisateur pouvait aussi incorporer dans la charge principale des billes d'acier, de vieux boulons, des morceaux de fonte ou bien des clous pour en faire une arme anti personnelle redoutable. Elle permet alors d'attaquer un poste de police, un rassemblement ennemi ou encore d'assurer un repli lors d'une opération.

Cette grenade est utilisée par les maquisards lors des embuscades et les attaques de convois motorisés allemands. Néanmoins, son usage n'était pas sans danger pour le tireur lui-même qui avant de lancer une Gammon ne devait pas oublier d'ouvrir la bouche afin d'éviter l'éclatement de ses tympans. Ainsi, dans le maquis du Vercors, le lieutenant Frédéric Bleicher avait attaché sur le revers de sa veste un bouchon de liège qu'il plaçait entre ses dents avant de lancer cette grenade⁽³⁾. De plus, en raison de son poids, il n'était pas possible de la lancer avec précision au-delà de vingt mètres. Quoi qu'il en soit, elle devient dans l'arsenal du maquisard un heureux complément de la grenade Mills à fragmentation. ●

Frantz Malassis

(1) Texte reproduit avec l'aimable autorisation des éditions Histoire & collections qui ont fait paraître l'ouvrage de Frantz Malassis, *Histoire d'objets de la Résistance*, Paris, © Histoire & collections, 2024.

(2) Chiffre cité par Pierre Lorain dans son article « SOE. Cheval de Troie de sa Majesté ou l'armement clandestin de la Résistance (1941-1944) » publié dans la *Gazette des armes* n° 17, juin 1974, p. 40.

(3) Information transmise par son fils Maurice Bleicher.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Juin-Juillet 1944.

La « République du Vercors »

- Le maquis du Vercors des origines à l'attaque allemande p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Le Vercors, maquis abandonné ? p. VI
Par Fabrice Grenard
- *Au cœur de l'orage* et *Le Franc-tireur* : deux visions cinématographiques opposées du maquis du Vercors p. VII
Par Fabrice Grenard
- La grotte de la Luire. Histoire, mémoire et traces photographiques..... p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance..... p. 4-5-6-8

À lire..... p. 6

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance..... p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance.
Directeur délégué de la publication: Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Raphaëlle Bellon, Fabrice Grenard, Frantz Malassis.
Contributeurs : Maurice Bleicher.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom – 1 rue Claude Matrat – 92130 Issy-les-Moulineaux.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 117: 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: juin 2024

À l'occasion de la célébration du 80^e anniversaire des débarquements et de la Libération de la France, la Fondation de la Résistance a mené un ensemble d'actions ambitieux. Souhaitant toucher un large public, elle a réalisé une exposition itinérante rappelant le rôle de la Résistance française dans la Libération de la France. Alors que les Alliés s'apprêtent à mettre un pied sur le continent européen pour débiter sa libération du joug nazi, les résistants vont apporter leur aide à cette entreprise militaire pour en permettre la réussite. En amont des opérations du D-Day, les résistants adressent de nombreux renseignements militaires aux alliés. Cette aide ne s'arrête pas le 6 juin.

Lors de l'été 1944, elle est essentielle pour accélérer la retraite allemande et la victoire alliée après le débarquement de Provence, le 15 août, grâce à la multiplication des opérations de guérilla.

Cette exposition était présentée au musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne à Toulouse, le 12 juin dernier, lors d'une journée d'étude évoquant la Résistance et les maquis dans la Libération du Midi toulousain à laquelle la Fondation de la Résistance était associée.

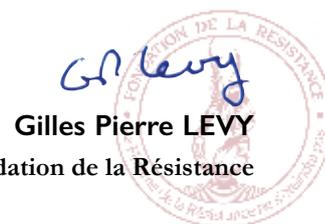
Destinée aux mairies mais également aux établissements scolaires et aux institutions culturelles (musées, médiathèques, centres publics d'archives), elle est amenée à circuler dans toute la France et sera inaugurée le 26 septembre prochain au lycée Molière à Paris.

La Fondation était présente en Normandie au moment des cérémonies du débarquement. Elle a co-organisé une cérémonie au *Normandy French Resistance monument* à Sainte-Marie-du-Mont (Manche) le 1^{er} juin. Situé à quelques encablures de la plage du débarquement d'Utah Beach, ce monument témoigne de la participation des résistants français à la préparation du débarquement de Normandie et du rôle qu'ils ont joué aux côtés des Alliés dans la libération du territoire national. Offert par les Américains en hommage à la Résistance, il est un beau symbole de la reconnaissance du rôle de la Résistance française dans cette croisade pour la Liberté. Toujours en partenariat avec la municipalité, elle a participé au programme culturel accompagnant les cérémonies en donnant une conférence au musée du débarquement d'Utah Beach et en étant présente au salon du livre de Sainte-Mère-Église.

Membre du groupement d'intérêt public de la « Mission du 80^e anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire » dont Claire Andrieu, présidente du comité historique et pédagogique de notre Fondation, est par ailleurs vice-présidente de son conseil scientifique, la Fondation de la Résistance entend poursuivre sa mobilisation dans les territoires. Par sa forte implication dans ce quatre-vingtième anniversaire, elle souhaite ainsi que soit mieux connu par nos contemporains le rôle de la Résistance française dans la Libération du territoire mais surtout dans le rétablissement de la République et de ses institutions démocratiques. En ces temps de doutes que traverse notre pays, il est de notre devoir de rappeler l'héritage et les valeurs civiques que les résistantes et les résistants nous ont légués. ●



Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance

Les activités pédagogiques

Au cours de ce printemps 2024, l'activité pédagogique de la Fondation de la Résistance s'est poursuivie dans trois directions : conférences et ateliers pédagogiques hors les murs, formation académique, mise en œuvre du CNRD.

Conférences et ateliers pédagogiques « hors les murs »

Le lundi 18 mars, la Fondation de la Résistance a proposé une intervention autour de la Résistance en Limousin aux élèves de première du lycée professionnel Edouard Vaillant de Saint-Junien (Haute-Vienne, académie de Limoges). Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques, et Fabrice Grenard, directeur scientifique, ont donné une conférence articulant les échelles nationale et locale. Celle-ci était entrecoupée de temps d'ateliers pédagogiques durant lesquels les élèves ont travaillé à partir d'archives, et notamment sur deux figures locales, Edmond Michelet et Georges Guingouin. Cette intervention, inscrite dans un projet pédagogique plus large, a eu lieu à l'initiative de leur professeure d'histoire-géographie, Angeline Revelon.

La Fondation de la Résistance est intervenue à deux reprises sur le thème des femmes dans la Résistance au collège Albert Camus de Dreux (académie d'Orléans-Tours) dans le cadre d'une semaine sur le thème « égalité des genres et sciences humaines et sociales » organisée par Clotilde Moreaux, enseignante. Plusieurs conférences et ateliers pédagogiques dans différentes disciplines ont été proposés aux élèves. Le vendredi 22 mars, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont donné une conférence présentant l'engagement des femmes dans la Résistance. Le lundi 25 mars, Raphaëlle Bellon a animé des ateliers pédagogiques autour du parcours de Jeanne Bohec. Chaque groupe d'élèves a ainsi travaillé à partir de documents d'archives. Ils et elles ont rédigé une trace écrite, ont choisi un document pour illustrer leur récit, ont identifié les éléments de contexte à apporter pour mettre en perspective la trajectoire de Jeanne Bohec, afin *in fine* de former un livre collectif.

Enfin, la Fondation a organisé le 29 mars une journée autour des femmes dans la Résistance destinée à des élèves de première du lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles (Val d'Oise, académie de Versailles). Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une séquence autour du thème *Women at War* menée en spécialité langue, littérature et culture étrangère anglais avec leurs enseignants Erwan Gouraud et Lynda Itouchène. Les élèves ont pu assister dans les locaux de la Fondation à une conférence présentant une approche comparée entre le rôle attendu des femmes au Royaume-Uni et en France durant la guerre. La deuxième partie de l'intervention s'est focalisée sur le rôle des femmes dans la Résistance. Des activités sur documents d'archives ont été proposées aux élèves tout au long de cette journée qui s'est clôt par une visite du musée de l'Ordre de la Libération, partenaire de l'événement, et de l'hôtel national des Invalides.



Photo Raphaëlle Bellon

Photo Guillaume Pollack

Le 29 mars, Raphaëlle Bellon animait une journée autour des femmes dans la Résistance à la Fondation de la Résistance pour les élèves du lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles (Val d'Oise).

Le 8 avril 2024, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard interviennent au musée de l'Ordre de la Libération dans le cadre de la formation académique « S'engager, résister : parcours de femmes ».

Formation académique « S'engager, résister : parcours de femmes »

La formation académique « S'engager, résister : parcours de femmes », co-organisée par la Fondation de la Résistance, la Fondation Charles de Gaulle et le musée de l'Ordre de la Libération, s'est tenue les 8 et 9 avril au musée de l'Ordre de la Libération pour les académies de Paris, Créteil et Versailles.

La formation a mêlé éclairages scientifiques et apports pédagogiques, proposés par Raphaëlle Bellon, Fabrice Grenard, Sophie Junien (directrice pédagogique à la Fondation Charles de Gaulle) Catherine Lacour-Astol (IA-IPR, historienne académie de Grenoble), Guillaume Pollack (historien, ATER à l'UPEC, responsable de projets Matrice), Emma Pollo (médiatrice culturelle au musée de l'Ordre de la Libération) Vladimir Trouplin (historien, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération). Organisée sur deux jours, elle a permis de traiter de l'engagement des femmes résistantes sous ses différents aspects (première journée), puis de la question de la répression, de la reconnaissance et de l'après (deuxième journée). Les enseignants et enseignantes ont également pu bénéficier d'une visite des collections du musée de l'Ordre de la Libération centrée sur ces thématiques, et d'une présentation de l'offre pédagogique et des ressources des trois institutions.

Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD)

La session 2023-2024 du CNRD, dont le thème était « Résister à la Déportation en France et en Europe » s'est clôt fin mars, avec la tenue des épreuves individuelles et l'envoi des travaux collectifs pour les académies métropolitaines et la grande majorité des académies d'outre-mer (hors Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna). À l'issue du comité stratégique auquel a siégé la Fondation, le thème retenu pour la session 2024-2025 a été annoncé sur le site du ministère de l'Éducation nationale : « Libérer et refonder la France, 1943-1945 ». La Fondation de la France libre et la Fondation Charles de Gaulle ont été désignées pour coordonner la brochure, à laquelle la Fondation de la Résistance apportera son appui. L'équipe de la Fondation a également siégé dans différents jurys départementaux (Seine-Saint-Denis, Yvelines) et académiques (Paris, Versailles), et a contribué à l'organisation de remise des prix en Île-de-France et en régions. Enfin, elle a joué un rôle-clé dans l'organisation de la cérémonie nationale de remise des prix pour la session 2022-2023 qui avait pour thème : « L'École et la Résistance, des jours sombres aux lendemains de la libération. 1940-1944 », après en avoir coordonné la brochure nationale. Cette cérémonie s'est déroulée le 27 mai 2024 au lycée Louis-le-Grand à Paris. ●

Raphaëlle Bellon



Le 27 mai 2024, au lycée Louis-le-Grand à Paris, les lauréats nationaux du CNRD 2022-2023 posent aux côtés de Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire et de Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance.

Photo Frantz Malassis



Photo Yannick Brillet

Le premier camp de maquisards du Vercors a été implanté à la ferme d'Ambel.

Photographie prise en 2001 par Yannick Brillet qui a remporté le troisième prix du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2001.

Le Vercors est l'un des maquis les plus connus et les plus emblématiques parmi ceux qui se sont développés en France en 1943-1944. Ce qui fut l'un des plus grands rassemblements de maquisards sur le territoire français (4 000 hommes après le débarquement de Normandie) incarna aussi une expérience particulière en juin et juillet 1944 lorsque se constitua la « République du Vercors ». Fin juillet 1944, il fut enfin le théâtre de la plus importante opération militaire allemande contre un maquis dans toute l'Europe de l'Ouest lors de l'opération *Bettina*, qui mobilisa près de 9 000 hommes côté allemand ⁽¹⁾.

Le maquis du Vercors : des origines à l'attaque allemande

Par Fabrice Grenard

Plusieurs phases peuvent être distinguées dans l'histoire du maquis du Vercors. Dès 1941, l'architecte grenoblois Pierre Daloz rédige une note « sur les possibilités militaires du Vercors » dans laquelle il développe l'idée de faire du Vercors un site susceptible de servir de « réduit » où la résistance française organiserait la lutte armée. C'est le « plan Montagnard », qui séduit Londres mais se heurte dans sa réalisation à un manque de moyens et de perspectives du côté de la France libre.

Aux origines du maquis

Fin 1942, alors qu'ont lieu les premières réquisitions de main-d'œuvre pour l'Allemagne (loi du 4 septembre 1942 sur « l'orientation de la main-d'œuvre » qui permet de réquisitionner des ouvriers sur critères professionnels), des groupes de réfractaires fuient les principales villes de la région (Grenoble, Romans-sur-Isère, Valence) pour se cacher dans les massifs les plus proches. En décembre 1942, le docteur Eugène Samuel, responsable du mouvement Franc-Tireur à Villard-de-Lans, prospecte le plateau pour trouver des caches et refuges. Il oriente les groupes de réfractaires vers la

ferme d'Ambel, située à 1 200 mètres d'altitude, près du col de la Bataille. L'adoption de la loi sur le STO, en février 1943, accélère le phénomène. À la suite de la « cellule mère », la ferme d'Ambel, qui devient le Camp n°1, cinq autres camps voient le jour sur le plateau en février et mars 1943 pour accueillir des réfugiés.

Après ce « premier Vercors », qui se caractérise par le développement de « camps refuges » entre décembre 1942 et mars 1943, la période dite du « second Vercors », à partir d'avril-mai 1943, marque une évolution importante. Le maquis fait alors l'objet d'un encadrement et d'une militarisation. Nommé chef militaire du Vercors, le capitaine Le Ray s'efforce de transformer les réfractaires en combattants. Un message transmis à tous les chefs de camp du plateau, le 10 avril 1943, leur demande d'appliquer des règles nouvelles en matière d'organisation : tenir un état des effectifs chaque semaine, imposer aux maquisards une certaine discipline et leur fournir les bases d'une instruction militaire. Eugène Chavant, chef civil, cherche pour sa part à mobiliser la population locale pour qu'elle apporte son aide au maquis. De fait, les maquisards bénéficient de complicités sur le plateau,

SOMMAIRE

- Le maquis du Vercors des origines à l'attaque allemande p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Le Vercors, maquis abandonné ? p. VI
Par Fabrice Grenard
- *Au cœur de l'orage* et *Le Franc-tireur* : deux visions cinématographiques opposées du maquis du Vercors p. VII
Par Fabrice Grenard
- La grotte de la Luire. Histoire, mémoire et traces photographiques p. VIII
Par Frantz Malassis



© Service historique de la Défense, Vincennes

Prise d'armes de maquisards pendant la période de la « République du Vercors » à l'été 1944.

Carte des principaux camps du maquis du Vercors en 1943. Extrait du livre de Gilles Vergnon *Résistance dans le Vercors*, éditions Glénat, 2012.



Résistance dans le Vercors par Gilles Vergnon © Éditions Glénat, 2012 - Tous droits réservés.



▲ Eugène Chavant, alias Clément

Chef civil du maquis du Vercors à partir de l'automne 1943, il devient président du Comité départemental de Libération de l'Isère à la Libération.



▲ Scène de la vie quotidienne au maquis : une partie de cartes au camp C3, secteur d'Autrans, mai-juin 1943.

y compris de la part d'institutions comme l'Église, les municipalités et même la brigade de gendarmerie de la Chapelle-en-Vercors. L'encadrement et l'organisation relativement poussés du maquis ainsi que l'aide importante de la population locale lui permettent de « tenir », au cours de l'hiver 1943-1944 alors que les conditions difficiles liées aux rigueurs du climat obligent ailleurs de nombreux maquis à se disloquer et se disperser.

La « République du Vercors »

Le 6 juin 1944 inaugure une nouvelle phase, la plus connue de l'histoire du maquis. À l'annonce du débarquement allié, les volontaires affluent vers le plateau, en provenance de Grenoble, Romans, Valence, Bourg-de-Péage. Témoin de cette mobilisation à Villard-de-Lans, le docteur Eugène Samuel, responsable local des MUR, évoque un « grand branle-bas de combat dans les communes où les départs ont lieu dans une atmosphère d'union sacrée [...] l'incorporation se fit au grand jour et le départ de nos hommes armés eut lieu dans les camions et dans les cars au chant de La Marseillaise⁽²⁾ ». À Die, le 7 juin, une quarantaine de jeunes de la commune emplissent un car qui les mènent à Vassieux, d'où ils partent ensuite pour rejoindre les camps du secteur. Dans le Royans, André Valot note que « dans toute la campagne, les équipes civiles, les sédentaires, se mobilisent spontanément sans attendre

les ordres ». Il ajoute qu'à Saint-Jean-en-Royans règne « un enthousiasme délirant, une animation indescriptible⁽³⁾ ». En quelques jours seulement, le nombre de maquisards dans le Vercors passe de 400 à 4000.

Deux tentatives d'incursion allemande menées les 13 et 15 juin (antérieures donc aux grandes opérations militaires de la fin juillet 1944) dans le secteur de Saint-Nizier sont stoppées, empêchant temporairement les Allemands de reprendre le contrôle du plateau. Pendant six semaines, du 9 juin au 21 juillet, le Vercors fonctionne comme une zone libérée, donnant à ses habitants une impression de libération avant la Libération. Le plateau est complètement bouclé. Une nouvelle administration provisoire, le « Comité de libération nationale du Vercors » (CLNV) est mise en place dès le 9 juin. Eugène Chavant est nommé préfet. Les services civils du nouveau pouvoir s'installent à Saint-Martin-en-Vercors. Le drapeau tricolore qui flotte à Saint-Nizier, et que l'on peut voir depuis Grenoble, constitue, aux yeux de toutes et tous, la preuve que le plateau est sous le contrôle de la Résistance. De nouveaux bons de ravitaillement et de réquisitions portant l'inscription « République française » sont émis pour remplacer ceux de Vichy. Une presse libre est éditée : quatre numéros du *Vercors libre* paraissent entre le 6 et le 12 juillet 1944.



▲ Affiche annonçant l'instauration de la « République du Vercors » le 3 juillet 1944 alors que le plateau est sous le contrôle total du maquis.

Un camp d'internement est aménagé à partir du 23 juin à La Chapelle-en-Vercors dans une usine désaffectée d'appareillage électrique pour y interner les collaborateurs. Un « tribunal militaire du Vercors » est installé le 14 juin et siège dans les locaux de l'école de La Chapelle. Il condamne à mort le 28 juin trois miliciens, fusillés à Vassieux, mais se contente ensuite d'instruire les autres dossiers, renvoyés pour jugement après la Libération.

La République est officiellement restaurée à l'occasion d'une prise d'armes organisée à Saint-Martin-en-Vercors pour la venue d'Yves Farge, commissaire de la République de la Région I (Lyon). Une affiche, dont le texte est rédigé par Eugène Chavant, est placardée sur les murs des communes du plateau pour en informer la population :

« Population du Vercors : Le 3 juillet, la République française a été officiellement restaurée dans le Vercors. À dater de ce jour, les décrets de Vichy sont abolis et toutes les lois républicaines remises en vigueur. Le Comité de Libération nationale du Vercors, investi dans ses fonctions par Monsieur le Commissaire de la République, détient des pouvoirs très étendus. Chargé de l'application de ces décisions, il désire administrer le pays avec le plus grand esprit de justice, mais aussi avec fermeté [...] Habitants du Vercors, c'est chez vous que la grande République vient de naître. Vous pouvez en être fiers. Nous sommes certains que vous saurez la défendre. Nous voudrions que le 14 juillet 1944 soit pour le Vercors une occasion de plus de manifester sa foi républicaine et son attachement à la grande Patrie. Vive la République française ! Vive la France ! Vive le général de Gaulle ! »

Quelques jours plus tard, le 13 juillet, le général Koenig adresse un message personnel au Vercors saluant l'installation de l'autorité nouvelle sur le plateau : « Combattants des FFI du Vercors.

Séance d'entraînement militaire au maquis du Vercors, printemps 1944.

Cette photographie prise au Vercors-nord, illustre la pauvreté de l'armement et de l'équipement des maquisards au printemps 1944. Seul le maquisard coiffé d'un bérêt de chasseur alpin est doté d'une arme automatique : un pistolet-mitrailleur Sten, arme britannique parachutée par les alliés. L'autre maquisard muni d'un casque Adrian de la Première Guerre mondiale s'entraîne au tir avec revolver modèle 1873 (calibre 11 mm) arme obsolète à l'époque.



Depuis trois ans, dans le Vercors, vous vous êtes préparés à la lutte dans la vie rude du maquis. Au jour J vous avez pris les armes et résistants héroïquement à tous les assauts ennemis, fait flotter à nouveau les couleurs françaises et l'emblème de la Libération sur un coin de terre de France. À vous, combattants FFI, aux courageuses populations du Vercors, qui vous assistent, j'adresse mes félicitations et le vœu de voir vos succès s'étendre rapidement au territoire tout entier ». Conformément à l'appel lancé le 3 juillet, les fêtes organisées à l'occasion du 14 juillet pour célébrer la fête nationale, symbolisent parfaitement le statut d'avant-garde à la fois politique et militaire de ce territoire libre et la double volonté qui guide les résistants de l'intérieur d'accompagner la libération du rétablissement de la République. La « République du Vercors », constitue une véritable tentative d'institution d'un « embryon d'État dans l'État français de Vichy » pour reprendre une formule de Fernand Rude⁽⁴⁾.

La militarisation des maquisards

Dans une instruction du 13 juillet 1944, le commandant Huet, chef militaire du Vercors, précise que « la vieille armée française qui s'est illustrée au cours des siècles va reprendre sa place dans la nation ». Les hommes du Vercors sont enrégimentés dans des unités militaires reconstituées avec trois bataillons de chasseurs alpins, un régiment de cuirassier et même une section de tirailleurs africains composée de 53 tirailleurs sénégalais délivrés le 23 juin de la caserne de la Doua par un raid du maquis.

Cette organisation nouvelle s'accompagne de mesures caractéristiques d'une armée régulière avec une très forte discipline, le port obligatoire de l'uniforme, le respect des signes extérieurs et des grades. Certains termes trop apparentés à la période du maquis sont désormais révolus. On ne parle plus de « camp » par exemple, mais de « section » pour désigner l'unité de base à laquelle on appartient⁽⁵⁾. Cette organisation nouvelle se heurte toutefois à d'importantes limites, dont notamment le manque d'équipement et d'uniformes. Les combattants restent ainsi vêtus de tenues hétéroclites et variables selon leurs origines, des uniformes de gendarmes aux tenues de chantiers de jeunesse ou d'unités de chasseurs alpins qui ont pu être saisis dans une caserne de Grenoble.

Cette très forte « militarisation » du maquis du Vercors au cours du mois de juin 1944 divise les maquisards, qui tous n'apprécient pas ce retour aux traditions d'une armée discréditée depuis la défaite de 1940. La « militarisation » est en général bien accueillie chez ceux qui avaient un passé militaire et avaient pu notamment servir dans l'armée d'armistice. Ils se félicitent de ces décisions qui permettent de les assimiler à de vrais combattants luttant au grand jour pour la libération de leur pays. Le lieutenant Stephen observe par exemple à l'occasion du défilé militaire organisé pour le 14 juillet la « très grande fierté » des hommes du Vercors « qui ont le sentiment d'être devenus de vrais soldats⁽⁶⁾ ».

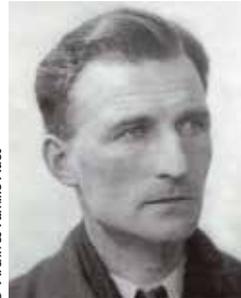


© Musée de la Résistance de Vassieux-en-Vercors / MRV

▲ Brassard de l'escadron Roland du 11^e régiment de Cuirassiers reconstitué dans le Vercors.

Il est réalisé à partir d'un brassard réglementaire de Londres parachuté sur lequel les inscriptions ont été portées localement.

D'autres, qui sont souvent des pionniers du maquis, acceptent avec plus de mal cette évolution. « L'apparat militaire prenait le dessus sur l'improvisation maquisarde » observe Marc Serratrice, quelque peu déconcerté par les parades organisées sur le plateau et le comportement de certains officiers en parfaite tenue de cérémonie, à l'image du capitaine de cavalerie Thivollet, toujours juché sur son cheval, arborant fièrement la fleur de lys, emblème de son régiment de cuirassier, portant un uniforme impeccable et tenant dans ses mains des gants en cuir⁽⁷⁾. Le maquisard Gilbert Joseph est l'un de ceux qui s'est montré le plus critique envers les militaires de carrière ayant rejoint le maquis souvent tardivement et cherchant à imposer une discipline et des méthodes ne convenant pas nécessairement aux nécessités du combat clandestin. Dans un ouvrage paru après la guerre, il regrette que la militarisation du Vercors ait marqué une rupture totale avec « l'état d'esprit du maquis » auquel s'étaient attachés les pionniers, ceux qui avaient



© Archives Famille Huet

rejoint les camps en 1943 : « cette surcharge administrative, cette officialisation du maquis, cet étalage de ce qui pour des raisons de sécurité devait rester secret et clandestin, n'avaient rien à voir avec le maquis. D'ailleurs, la plupart des proclamations et discours de "Huet" s'achevaient par un "Vive l'armée" négligeant toute référence à la Résistance sans laquelle l'armée métropolitaine n'aurait pas eu l'occasion de renaître. On ne pouvait s'y tromper ! Le verrouillage du Vercors marquait la fin de la Résistance et de son esprit. L'Armée s'était emparée du pouvoir⁽⁸⁾ ».

Le Vercors constitue indéniablement l'exemple le plus poussé de militarisation des maquisards à l'initiative de militaires de carrière en juin et juillet, qui n'est pas sans rappeler le précédent des Glières en février-mars 1944 et qui anticipe quelque peu sur l'amalgame de septembre 1944.

▲ François Huet, alias Hervieux (sans date).

Il devient le chef militaire du Vercors à compter du 6 mai 1944.



© Musée de la Résistance de Vassieux-en-Vercors / MRV

▲ Au PC du commandant Huet à Saint-Martin-en-Vercors durant l'été 1944.

Assis coiffé d'un béret on reconnaît Marcel Descour. À sa gauche se tient le commandant François Huet.

Tract allemand lancé sur le plateau du Vercors, après le 6 juin 1944 (recto) ►

Ce tract de propagande allemande tente de saper le moral des maquisards du Vercors. Il met en avant le combat inégal des forces en présence : des maquisards « sans armes lourdes, sans munition et sans argent » face à une armée allemande aguerrie et surarmée. Il évoque la « trahison de l'Angleterre » présentée comme enlisée dans la bataille de Normandie, incapable de tenir les promesses faites à la Résistance.

Le tract appelle même les maquisards à abattre leurs chefs présentés comme coupables de les envoyer à un combat perdu d'avance, et à se présenter aux autorités allemandes pour « rentrer en toute liberté dans la légalité ».

L'attaque allemande

Alors que la perspective d'un débarquement en Provence se précise, le plateau du Vercors, revêt une importance stratégique nouvelle du fait de sa position : il surplombe le couloir rhodanien dont le contrôle est essentiel pour les Allemands afin de maintenir leurs lignes de transports et de communications. Dans une note du 8 juillet 1944, le général Niehoff, commandant le secteur de la zone Sud en France, précise les objectifs de l'opération *Bettina*. Évoquant « la concentration de puissantes forces ennemies dans la région du Vercors », il explique vouloir éviter la constitution d'un « réduit » solidement défendu et susceptible de servir de base à des entreprises permettant de libérer Valence, Grenoble et une grande partie de la vallée du Rhône. Il demande à la 157^e division de réserve commandée par le général Pflaum « de prendre immédiatement toutes ses dispositions » pour rassembler dans la région de Grenoble tous les effectifs disponibles ⁽⁹⁾. La chronologie montre que le plan *Bettina*, décidé le 8 juillet 1944, est antérieur aux événements du 14 juillet 1944 sur le plateau (manifestations patriotiques et parachutage allié) parfois présentés comme les éléments déclencheurs de l'attaque allemande. Celle-ci n'est donc pas une simple réponse aux provocations lancées à l'occupant le jour de la fête nationale mais s'inscrit bien dans le cadre d'une stratégie plus large destinée à garder le contrôle des lignes de communication de la vallée du Rhône, que menace l'existence d'une forte concentration de résistants sur le plateau du Vercors. *Bettina* intervient d'ailleurs juste après l'opération *Treffenfeld* menée dans l'Ain et le Haut-Jura entre le 11 et le 20 juillet pour reprendre le contrôle d'un territoire qui était également aux mains du maquis depuis juin 1944.

L'attaque allemande débute le 21 juillet 1944, mettant ainsi fin à six semaines de répit au cours desquelles les habitants du Vercors avaient pu vivre dans l'euphorie trompeuse d'une libération et d'une fausse sécurité. Le général Pflaum dispose d'environ 9000 hommes et d'un soutien aérien. Il s'agit de la plus grande opération militaire engagée par la *Wehrmacht* contre un maquis sur le front de l'Europe occidentale. Quatre bataillons de chasseurs de montagne (*Gebigsjäger*), deux bataillons de grenadiers et trois bataillons d'*Ostlegion* composés de troupes auxiliaires ukrainiennes ou

« mongoles » forment le fer de lance de l'attaque au sol. Ils sont appuyés par des unités d'artillerie et une escadrille de la *Luftwaffe*. Des éléments du Sipo-SD sont également engagés sur le terrain, comme le montre la présence de Werner Knab, le supérieur hiérarchique de Klaus Barbie à Lyon. Des unités non engagées sur le plateau sont chargées de boucler le massif en contrebas pour empêcher les maquisards de se replier. Mais ce qui fait de *Bettina* une opération unique en France, c'est le recours côté allemand à une unité aéroportée de parachutistes commandée par le lieutenant Friedrich Schäfer est chargée de mener l'assaut au cœur même du dispositif du maquis, à Vassieux.

Au matin du 21 juillet, les premiers soldats allemands arrivent depuis Grenoble à l'entrée du village de Lans. Les différents barrages de maquisards sont vite débordés par la supériorité ennemie. Vers midi, les Allemands franchissent le col de la Croix-Perrin. Le « verrou » du nord du plateau ayant sauté, les hommes de Pflaum tiennent en fin de journée les communes de Villard-de-Lans, Autrans et Corrençon. C'est du ciel cependant que vient l'élément décisif : dans la matinée du 21 juillet atterrissent à la surprise générale, au cœur même du plateau, 22 planeurs d'où jaillissent 200 parachutistes. Ils investissent le village de Vassieux et le hameau de la Mure, où ils se retranchent. Depuis le Col de la Chaux où il se trouve avec ses camarades de



l'ancien C4, désormais intégrés dans l'escadron Roland, Yves Pérotin a été le témoin de cette arrivée des parachutistes allemands : « Vassieux fume ; on entend de sourdes explosions qui viennent de là-bas. On voit devant nous et à gauche les hameaux du Château et de la Mure, détruits à l'exception d'une ou deux maisons où l'ennemi semble s'être installé. De partout on entend les meuglements des bêtes affamées ; ces lugubres gémissements nous poursuivront jour et nuit pendant tout le temps que nous resterons ⁽¹⁰⁾ ».

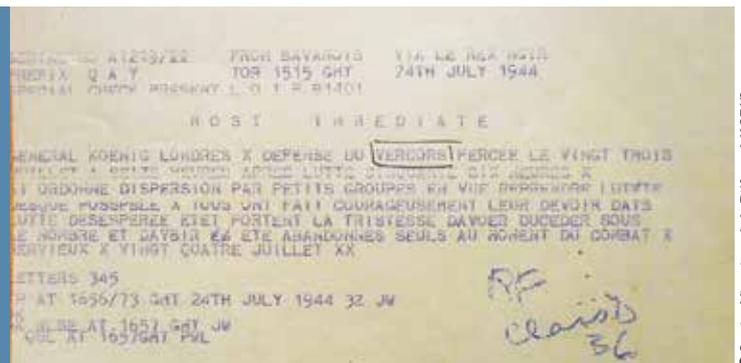
Dans la soirée du 21 juillet, Eugène Chavart lance un véritable appel de détresse à Londres et Alger, ne dissimulant guère une rancœur née du sentiment d'être abandonné : « La Chapelle, Vassieux, Saint-Martin bombardés par l'aviation allemande. Troupes ennemies parachutées sur Vassieux. Demandons bombardement immédiat. Avions promis

© Association nationale des pionniers et combattants volontaires du maquis du Vercors



▲ Le lieutenant Abel Chabal (Sans date).

Il est en première ligne à la tête de sa section, dite « section Chabal », notamment lors des combats de Saint-Nizier-du-Moucheron, les 13 et 15 juin 1944, puis lors de ceux de Valchevière, où il trouve la mort le 23 juillet 1944.



Télégramme du 24 juillet 1944 adressé par le commandant François Huet au général Pierre Koenig concernant l'attaque du Vercors le 23 juillet 1944.

Ce télégramme a été envoyé par le responsable radio de la mission Eucalyptus, André Pecquet *alias* Bavaois, le 24 juillet 1944 sur ordre de François Huet, *alias* Hervieux, chef militaire du Vercors. Destiné au général Koenig, il rend compte de la percée allemande du 23 juillet dans le Vercors, après une « lutte de cinquante-six heures ». François Huet informe le général Koenig qu'il a ordonné la dispersion de ses troupes « par petits groupes » en vue d'une reprise des combats « dès que possible ».

Il y évoque le sentiment de ses hommes « abandonnés seuls au moment du combat ».

© Archives nationales 72 A 87.

© Service Historique de la Défense | K 3748

de tenir trois semaines ; temps coulé depuis la mise en place de notre organisation : six semaines. Demandons ravitaillement et hommes, vivres et matériel. Moral de la population excellent mais se retournera rapidement contre vous si vous ne prenez pas dispositions immédiates et nous serons d'accord avec eux pour dire que ceux qui sont à Londres et à Alger n'ont rien compris à la situation dans laquelle nous nous trouvons et sont considérés comme des criminels et des lâches ⁽¹¹⁾ ».

Le 23 juillet, la situation est partout compromise. Les contre-attaques menées pour tenter de reprendre Vassieux et la Mure échouent. En l'absence d'artillerie, les combattants du Vercors ne peuvent déloger les Allemands solidement retranchés dans les habitations. Vingt planeurs supplémentaires chargés d'Ostlegionäre et qui amènent également équipement et artillerie donnent dans ce secteur un avantage décisif aux Allemands. Cette enclave tenue par l'ennemi au cœur même du plateau empêche les unités qui se battent avec courage et ténacité aux portes d'accès du plateau de recevoir des renforts. Les dernières poches de résistance, défendues avec ardeur, tombent les unes après les autres. Au col de Valchevière, le lieutenant Chabal et ses chasseurs alpins avaient réussi depuis deux jours, malgré l'offensive allemande, à tenir leurs positions. Chabal envoie un peu avant 14 heures son dernier message : « Je suis presque complètement encerclé. Nous nous apprêtons à faire Sidi-Brahim. Vive la France ! ». Quelques instants plus tard le lieutenant, qui tirait sans relâche avec son fusil mitrailleur, est atteint d'une première balle, puis d'une seconde qui lui fracasse le crâne.

Le commandant Huet donne dans la soirée du 23 juillet l'ordre de dispersion. La tactique choisie consiste à « maquiser le maquis » : les unités, pour être préservées et dans l'espoir de reprendre ensuite le combat, doivent éclater et se disperser à l'intérieur du Vercors. Le massif offre suffisamment de couverts forestiers pour s'y éparpiller et s'y dissimuler, grâce à la connaissance du terrain. Un dernier message à Londres et Alger rend compte de la situation : « défenses percées le 23 à 16 heures après lutte de 56 heures. Ai ordonné dispersion par petits groupes en vue de reprendre la lutte, si possible. Tous ont fait courageusement leur devoir dans une lutte désespérée et portent la tristesse d'avoir dû céder sous le nombre et d'avoir été abandonnés seuls au moment du combat ⁽¹²⁾ ».

Pendant plusieurs jours, jusqu'au départ des Allemands en août, les rescapés du Vercors vont chercher à survivre malgré la traque, rassemblés en petits groupes, dans des conditions très difficiles du fait de la rareté des points d'eau dans le Massif. Au cours de cette « longue marche », Yves Pérotin est « tenaillé par la faim et la soif », « amplifiées par la perspective désolante d'un nombre indéfini de nuits d'errance ⁽¹³⁾ ». Avec ses camarades, les « nerfs à plat », il est à plusieurs reprises victime de véritables hallucinations, croyant voir un groupe d'ennemis en ligne face à eux : « le peloton

se forme alors en demi-cercle » et celui qui le commande « s'avance pour faire des sommations à des arbustes, comme un Don Quichotte entouré de soldats fous ⁽¹⁴⁾ ».

Un lourd bilan

Le bilan de ces journées est très lourd ⁽¹⁵⁾. Deux cents résistants sont tombés les armes à la main en tentant de s'opposer à l'investissement du plateau par les Allemands, notamment lors des combats de Saint-Nizier (21 morts), de Valchevière (7 morts), de Vassieux (83 morts) et sur les différents cols d'accès (une vingtaine de morts). Environ 150 maquisards supplémentaires perdront également la vie au cours des journées suivant la prise du plateau par les Allemands, victimes d'exécutions sommaires effectuées après leur capture ou leur reddition. Du côté allemand, l'état officiel des pertes, établi le 11 août 1944, dénombre 65 tués, 18 disparus et 133 blessés. Cette disproportion entre pertes françaises et allemandes s'explique par l'inégalité du rapport de force entre une



Le massacre de la population de Vassieux-en-Vercors.

Les cadavres dans une rue en ruine de Vassieux-en-Vercors, le 9 août 1944, une vingtaine de jours après le début des massacres.

© AFRD, photo Henri Chazot

armée bien équipée notamment en armes lourdes et bien organisée et des résistants manquant d'armes pour mener des combats conventionnels et pour beaucoup encore inexpérimentés au combat. Ce bilan fait du Vercors le combat le plus meurtrier livré en France entre la Wehrmacht et les maquisards.

Le déchaînement de violence côté allemand n'a pas épargné les populations civiles, qui ont également payé un lourd tribut. Ceci est sans doute à relier à plusieurs facteurs comme la présence d'hommes du Sipo-SD, le comportement des troupes auxiliaires de l'Ostlegion et l'application de méthodes destinées à terroriser les populations comme celles qui étaient en vigueur sur le front de l'Est ou la volonté de pratiquer une stratégie de « terre brûlée » alors que se précise de plus en plus la défaite allemande du fait de l'évolution militaire du conflit. Soixante-douze habitants sont assassinés dans des conditions odieuses à Vassieux, théâtre des combats les plus intenses entre le 21 et le 23 juillet. L'accusation française au procès de Nuremberg citera d'ailleurs Vassieux au rang des quatre principaux crimes de guerre perpétrés en France avec Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne),

Tulle (Corrèze) et Ascq (Nord). Parmi les principales exactions perpétrées, il faut aussi citer les seize otages civils abattus le 25 juillet à la Chapelle-en-Vercors, le meurtre d'une institutrice à Chabottes, le massacre les 27 et 28 juillet des 25 blessés qui se trouvaient dans la grotte de la Luire, aménagée en hôpital militaire. Les deux médecins et l'aumônier qui s'y trouvaient seront également exécutés quelques jours plus tard à Grenoble tandis que les sept infirmières seront déportées à Ravensbrück. Cent trente civils environ ont perdu la vie lors de l'opération Bettina. Lorsque les troupes allemandes se retirent du Vercors en août, le plateau est dans un état de complète désolation avec plusieurs communes totalement en ruine comme Vassieux (détruite à 97 %) ou La Chapelle-en-Vercors (détruite à 95 %). ■

(1) Sur l'histoire du maquis du Vercors, on lira de Gilles Vergnon, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis*. Paris, éditions de l'Atelier, 2002 et *Résistance dans le Vercors. Histoire et lieux de mémoire*, Grenoble, Glénat, 2012. On pourra également consulter l'exposition virtuelle « Le Vercors Résistant » sur le musée de la Résistance en ligne (<https://museedelaresistanceenligne.org>). Nous vous conseillons la visite du site internet de l'Association nationale des pionniers et combattants volontaires du maquis du Vercors www.vercors-resistance.fr. Enfin, signalons la sortie en décembre 2024 du livre de Maurice Bleicher *Maquisards du Vercors. Dictionnaire biographique* aux Presses universitaires de Grenoble qui présentera 5700 notices biographiques.

(2) Eugène Samuel, « La Résistance à Villard-de-Lans ».

(3) Cité par Gilles Vergnon in *Résistance dans le Vercors*, op. cit., p. 106.

(4) Fernand Rude, *Libération de Lyon et de sa région*, Paris, Hachette, 1974, p. 55.

(5) Marc Serratrice, *Avoir 20 ans au maquis du Vercors*, Amovi, collection histoire, 2014, p. 192.

(6) Lieutenant Stephen, *Vercors, premier maquis de France*, Association nationale des pionniers et combattants volontaires du maquis du Vercors, 1991, p. 125-126.

(7) Marc Serratrice, *Avoir 20 ans au maquis du Vercors*, op. cit., p. 220.

(8) Gilbert Joseph, *Combattant du Vercors*, Paris, Fayard, 1972, p. 167.

(9) Gilles Vergnon, *Résistance dans le Vercors*, op. cit., p. 122.

(10) Yves Pérotin, *La vie inimitable. Dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2014, p. 227.

(11) Cité par Gilles Vergnon, in *Le Vercors, Histoire et lieux de mémoire*, op. cit., p. 126.

(12) *Ibidem*, p. 126.

(13) Yves Pérotin, *La vie inimitable*, op. cit., p. 246.

(14) *Ibidem*, p. 240.

(15) Les pertes provoquées par les événements de la fin juillet dans le Vercors ont donné lieu à plusieurs estimations, avec parfois des écarts assez importants. Nous reprenons ici les chiffres avancés par l'historien Gilles Vergnon, dont les travaux scientifiques sur le maquis du Vercors font autorité (Gilles Vergnon, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, éditions de l'Atelier, 2002).

Le Vercors, maquis abandonné ?

Par Fabrice Grenard

Après la guerre, le « drame du Vercors » suscite des controverses, dont l'une tourne autour de ce qui est présenté comme « l'abandon » ou la « trahison » du maquis par les Alliés et/ou par les services français d'Alger. Elle naît au cœur même des événements de juillet 1944, à partir de la perception qu'ont les acteurs des événements, comme le montrent le télégramme expédié par Eugène Chavart évoquant l'attitude « criminelle et lâche » d'Alger et les témoignages de nombreux combattants persuadés qu'ils recevraient un important soutien aérien et l'envoi de parachutistes en renforts de la part des Alliés. Yves Pérotin rappelle même dans son témoignage la surprise totale et la désillusion de nombreux maquisards de voir que les parachutistes sortant des planeurs ayant atterri à Vassieux le 21 juillet n'étaient pas les soldats alliés tant attendus mais des Allemands ⁽¹⁾.



© Association nationale des pionniers et combattants volontaires du maquis du Vercors

La Guerre froide amplifie la controverse

La polémique sera amplifiée à partir de 1947 dans le contexte de la Guerre froide. *Les Lettres françaises* publie à l'automne 1947 sous le titre « Nous ouvrons le dossier du Vercors » un article accusateur de Fernand Grenier, député communiste et ancien ministre de l'Air au sein du CFLN à Alger. Celui-ci reprend et amplifie les accusations déjà proférées en juillet 1944 sur l'abandon, voire la trahison du maquis par de Gaulle et ses services à Alger. Mais Grenier donne à cette accusation une dimension politique : les gaullistes auraient agi de la sorte par crainte d'une résistance intérieure trop forte, qui aurait pu faire obstacle à la mise en place du GPRF dirigé par le chef de la France libre. Au cours des années suivantes, le parti communiste multiplie les publications (articles, brochures) visant à accréditer cette thèse. En 1956, Alain Prévost, fils de l'écrivain tombé au maquis, publie à son tour un roman, *Le Peuple impopulaire*, qui alimente lui aussi le récit autour du Vercors, maquis abandonné et sacrifié. Cette idée s'imposera largement dans les différentes représentations qui accompagneront l'histoire du maquis du Vercors, comme le montrent encore en 2006 la publication d'un roman de Jean-Pierre Andrevon dans une collection jeunesse chez Nathan sous le titre « *Vercors juillet-août 1944 : la forteresse sacrifiée* » ou la tonalité adoptée par de nombreux documentaires consacrés à l'histoire du maquis comme, par exemple, *Le Plateau déchiré* de Laurent Lutaud réalisé en 1992 pour FR3.

Une présence de commandos alliés qui ne préfigurait pas l'envoi de renforts

Si les combattants du Vercors ont eu le sentiment d'avoir été « abandonnés » par les Alliés, c'est sans doute lié à un malentendu autour du sens des parachutages d'armes et de commandos alliés (commandos britanniques du SOE ou américains de l'OSS) dans le maquis au cours du mois de juin 1944. Interprétés comme annonceurs d'une aide plus importante par ceux qui étaient au cœur du combat et en avaient besoin, ils étaient en fait le fruit d'une volonté de la part de l'état-major allié d'utiliser les maquis dans une stratégie de guérilla sur les



Bnf / Gallica

arrières de l'ennemi. Il n'était donc pas question du côté allié de transformer les maquis en « réduits » capables de tenir tête de façon frontale aux forces allemandes. L'ordre reçu par l'équipe de la mission SOE Eucalyptus, parachutée dans le Vercors au lendemain du débarquement de Normandie pour encadrer et former les maquisards, était clair sur ce point, même si les maquisards ne pouvaient pas en avoir connaissance. Il soulignait que « le Vercors ne se situe pas pour le moment à un rang de priorité élevé » et que le « devoir de l'équipe était de conseiller aux chefs locaux d'effectuer de petites opérations visant principalement à désorganiser les communications de l'ennemi » et « d'éviter l'affrontement ouvert ⁽²⁾ ». Et comme la vraie tactique de la guérilla ne requiert pas d'armes lourdes, il ne sembla pas nécessaire aux alliés de parachuter sur le plateau les pièces d'artillerie qui auraient pu permettre aux maquisards de mener des combats de type conventionnels face à des unités militaires allemandes dotées de ce genre d'armement et bénéficiant d'un soutien aérien.

En juillet 1944, les Alpes ne constituaient pas pour le haut commandement allié une préoccupation stratégique majeure alors que se joue à la même période le sort de la bataille de Normandie. Le « plan Montagnard » de Pierre Dalloz avait bien reçu l'aval du général de Gaulle en 1942, mais comme complémentaire d'un débarquement dans le Midi. Celui-ci n'eut lieu qu'à la mi-août, alors que la mobilisation sur le plateau se développa dès les premiers jours de juin à l'annonce du débarquement de Normandie. Cette mobilisation précoce sur le terrain, où l'on ne pouvait pas avoir la vue d'ensemble de la stratégie adoptée, ne correspondait pas à l'usage

▲ La mission Eucalyptus du Special Operations Executive (SOE), 1944.

Sur cette photographie, on reconnaît le major Desmond Longe (au centre) chef de la mission Eucalyptus. À sa droite se tient le colonel Henri Zeller, chef de la Résistance pour le Sud-Est de la France tandis qu'à sa gauche M. Boissière lui indique la localisation d'un lieu

◀ Article de Fernand Grenier « Nous ouvrons le dossier du Vercors » paru dans *Les Lettres françaises* le 23 octobre 1947.

stratégique du Vercors tel qu'il avait été pensé par les Alliés. Or même s'ils avaient pu soutenir dans un premier temps le projet Montagnard, les Français de Londres et d'Alger n'avaient de toute façon pas les moyens de l'appliquer seuls dès lors que toute possibilité d'action militaire (usages d'unités aériennes, envois de troupes) dépendait du commandement allié.

Après la répression du maquis des Glières en mars 1944, du Mont-Mouchet ou de Saint-Marcel en juin, le démantèlement du maquis du Vercors fin juillet venait à nouveau confirmer l'impossibilité pour la Résistance, faute notamment d'équipements, de mener des combats ouverts contre les Allemands dans le cadre de batailles conventionnelles. C'est par d'autres actions stratégiques, notamment de guérilla, qu'elle jouera un rôle dans la Libération. Le sacrifice des maquisards témoigne d'une volonté forte, à l'annonce du Débarquement, de libérer par soi-même un territoire et d'y restaurer la République. La Résistance intérieure eut aussi grâce à eux ses propres « batailles » et faits d'armes héroïques. L'impact symbolique des combats des Glières ou du Vercors a ainsi été souvent comparé au rôle qu'ont pu jouer ceux de Bir Hakeim en 1942 pour asseoir la légitimité militaire de la France libre auprès des Alliés et permettre de ranger la France dans le camp des vainqueurs à la fin de la guerre. ■

(1) Yves Pérotin, *La vie inimitable. Dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2014, p. 225-226.

(2) Cité par Michael R.D. Foot in *Des Anglais dans la Résistance : le SOE en France 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2004, p. 525.

Au cœur de l'orage et Le Franc-tireur : deux visions cinématographiques opposées du maquis du Vercors

Par Fabrice Grenard

L'histoire du maquis du Vercors, à la fois tragique et héroïque, a inspiré plusieurs films. Réalisés dans un contexte différent, *Au cœur de l'orage* de Jean-Paul Le Chanois (1948) et *Le Franc-tireur* de Jean-Max Causse (1972), incarnent deux visions opposées de l'histoire du maquis, qui révèlent en creux une évolution dans la manière de représenter la Résistance à l'écran, elle-même inscrite dans une évolution du contexte mémoriel français.

Au cœur de l'orage, une vision héroïque du maquis du Vercors

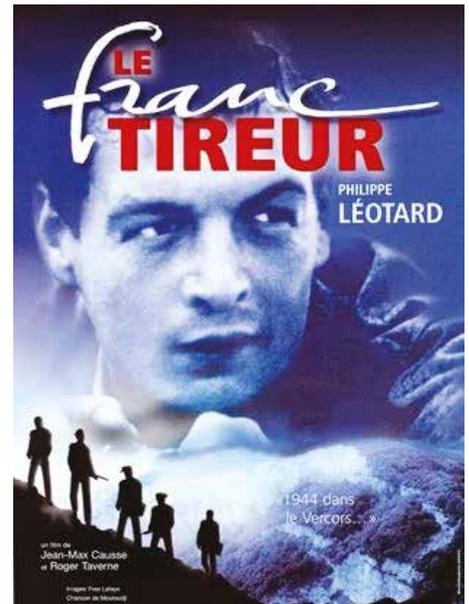
Réalisé par Jean-Paul Le Chanois, *Au cœur de l'orage* mêle des images tournées en juin et juillet 1944 par le caméraman Felix Forestier dans le maquis avec des scènes de reconstitutions et des extraits de films d'actualités soviétiques et alliés. Accompagné d'un commentaire au souffle épique, le film offre une vision héroïque de l'histoire du maquis. Il est emblématique d'un cinéma qui au sortir de la guerre cherche à glorifier la Résistance et le sacrifice des résistants, à l'image de *La bataille du rail* de René Clément (1946). L'une des scènes les plus importantes d'*Au cœur de l'orage* et qui en illustre parfaitement le ton est celle qui raconte la mort du lieutenant Abel Chabal. Cet officier chasseur alpin se battait pour tenir avec ses hommes une position stratégique, celle du col de Valchevrière. Il lutte pendant deux jours, les 21 et 22 juillet, dans une situation désespérée face à un ennemi supérieur. Dans son dernier message envoyé au PC du Vercors, il écrit : « Je suis presque complètement encerclé. Nous nous apprêtons à faire Sidi-Brahim. Vive la France ! » Blessé mortellement, il parvient avant de s'effondrer à jeter dans le vide le carnet qui comprenait ses directives et le nom des hommes de sa section pour qu'il ne tombe pas dans les mains de l'ennemi.

Le Franc-tireur, un film méconnu mais polémique

Tourné en 1972 par Jean-Marc Causse et Roger Taverne, *Le Franc-tireur* raconte l'itinéraire d'un jeune réfugié (interprété par Philippe Léotard) venu vivre chez sa grand-mère à Vassieux-en-Vercors qui partage un peu malgré lui l'expérience des maquisards du Vercors pendant quelques jours afin d'échapper à la répression allemande qui se déchaîne sur le plateau. Le personnage incarné par Philippe Léotard est une sorte d'anti-héros, qui ne s'est jamais engagé dans la Résistance et se retrouve dans le maquis uniquement pour tenter de survivre. Il sera d'ailleurs le seul de son groupe à s'en tirer vivant. Le petit groupe que rejoint Michel Perrat offre des maquisards une image assez peu glorieuse, très éloignée



▲ Affiche du film *Au cœur de l'orage*, 1949.



▲ Affiche du film *Le Franc-tireur*, 1972.

de la vision héroïque proposée par *Au cœur de l'orage*, qui montre un sens du sacrifice et un vrai héroïsme chez les combattants du Vercors. Seul le lieutenant qui commande dénote par son uniforme et son comportement. Les autres semblent être des combattants « amateurs », sans aucune expérience, qui vont jusqu'à confondre un bazooka avec un télescope et qui ne cessent de rappeler tout au long du film qu'ils se retrouvent tous un peu là par hasard. « *J'suis pas officier, j'suis dans les assurances* », « *J'suis pas résistant, j'suis facteur* » ne cesse-t-on ainsi d'entendre dans le groupe.

Ce film s'inscrit en rupture par rapport au cinéma de l'après-guerre qui donnait à voir une vision héroïque de la Résistance. Ce tournant, qui accompagne une inflexion mémorielle, se retrouve dans d'autres films de la période. Sans avoir connu le même succès, le film de Jean-Max Causse et Roger Taverne utilise un peu les mêmes ressorts que ceux d'un autre film qui incarne lui aussi le tournant mémoriel des années 1970 : *Lacombe Lucien* de Louis Malle (1974). Le personnage joué par Philippe Léotard, un fils de collaborateur qui finit

dans le maquis, suit d'ailleurs la trajectoire inverse de celle de Lacombe Lucien, un jeune désœuvré qui faute d'avoir pu rejoindre le maquis en 1944 devient milicien.

Le Franc-tireur fut présenté en 1972 à quelques festivals, notamment celui de Pessac. Il suscita immédiatement la polémique et provoqua une levée de boucliers de nombreuses associations d'anciens résistants à son égard, notamment celle des pionniers du Vercors. Contrairement à ce que l'on peut lire parfois, le film n'a pas été à proprement parler censuré mais n'a tout simplement pas trouvé de diffuseur, ce qui explique qu'il n'ait pas été projeté en salle. Il faudra attendre 2002, soit 20 ans après sa réalisation, pour que quelques salles acceptent de le présenter. Le film a été diffusé pour la première fois dans une salle parisienne, le Saint-André des Arts, en mai-juin 2019 ⁽¹⁾. ■

(1) *Télérama* rend compte du film à l'occasion de sa projection au Saint-André des Arts, www.telerama.fr/sortir/pourquoi-il-faut-re-voir-le-franc-tireur,-pur-western-a-la-francaise,n6280934.php

La grotte de la Luire. Histoire, mémoire et traces photographiques

Par Frantz Malassis

La grotte de La Luire, où se replie l'hôpital militaire du Vercors, est l'un des symboles des crimes de guerre perpétrés par les Allemands sur le plateau : des blessés y furent massacrés, des médecins exécutés et les infirmières déportées, alors que le personnel médical était pourtant protégé par les lois de la guerre.

Le 10 juin 1944, l'hôpital militaire du Vercors est installé à Saint-Martin-en-Vercors non loin du poste de commandement de François Huet et d'Eugène Chavant. Il est dirigé par le docteur Fernand Ganimède, nommé médecin-chef du Vercors en juillet 1943.

Une évacuation sanitaire en pleine bataille

Dans la nuit du 21 au 22 juillet 1944, à la suite de l'attaque allemande, l'état-major du Vercors donne l'ordre du transfert de l'hôpital du maquis vers l'hôpital de Die. Cette évacuation sanitaire s'effectue au moyen d'un car, de deux camions et d'une voiture dans lesquels embarquent 122 blessés accompagnés du personnel médical. Mais cette solution de repli est rapidement abandonnée en raison des menaces que l'avancée allemande fait peser sur cette commune. Aussi, après avoir laissé des blessés légers à Die, le docteur Ganimède remonte sur le plateau pour y installer provisoirement un hôpital de fortune dans la grotte de la Luire située sur la commune de Saint-Agnan-en-Vercors. Les lieux, repérés le 20 juillet, présentent l'intérêt de n'être connus que de quelques rares habitants et de n'être pratiquement pas visibles depuis la route départementale 518. Bien que cette grotte paraisse être un refuge sûr, les docteurs Ganimède et Fischer décident d'évacuer les blessés les moins atteints et de ne garder en ces lieux qu'une équipe médicale restreinte.

Aussi, le 27 juillet 1944, sous le porche de la grotte de la Luire, il ne reste que des blessés intransportables dont 28 maquisards⁽¹⁾, deux femmes de Vassieux, l'officier américain Chester Meyers membre d'un commando parachuté le 29 juin qui a subi une appendicectomie ainsi que quatre soldats de la Wehrmacht blessés en juin lors des combats de Montclus. Treize personnes assurent les soins et apportent un réconfort aux blessés : trois médecins, les docteurs Marcel Ullmann, Ladislas Fischer et Fernand Ganimède – celui-ci est accompagné de son épouse Jeanne et de son fils Jean âgé de 17 ans – ainsi que sept infirmières (Rosine Bernheim, Cécile Goldet, Odette Malossane, France Pinhas, Suzette Siveton, Anita Winter, Maud Romana) et un aumônier le père jésuite Yves Moreau de Montcheuil.

L'équipe médicale travaille dans des conditions difficiles n'ayant à sa disposition qu'un matériel rudimentaire et ne pouvant pas compter sur un éclairage la nuit. De plus, le sol de la grotte encombré de rochers rend difficile l'installation des brancards pour accueillir les blessés. Un drap blanc à croix rouge est

placé au-dessus de l'entrée de la grotte pour signaler l'existence de cet hôpital improvisé.

Un crime de guerre allemand

Le 27 juillet vers 16 heures, les Allemands font irruption dans cet hôpital de fortune.

Les quatre soldats de la Wehrmacht d'origine polonaise expliquent alors qu'ils ont été bien traités et demandent au chef du détachement, un adjudant parlant français, d'épargner blessés et soignants. Considérant que ces quatre Polonais pouvaient être des déserteurs, il fait arracher leurs pansements pour s'assurer que leurs blessures sont réelles.

Dans la soirée, 14 grands blessés sont achevés sur leur brancard en contrebas de la grotte de la Luire. Le lendemain 28 juillet, au pont des Oules, près du hameau de Rousset, sept autres sont exécutés après avoir été contraints de creuser leurs propres tombes.

Les autres membres présents à la grotte de la Luire sont internés à la caserne de Bonne à Grenoble. Les « civils » comme Jeanne Ganimède, son fils, et Juliette Lesage parviennent à s'échapper grâce à la complicité des « Polonais de la Luire ». Le docteur Ganimède parvient lui aussi à s'évader.

L'officier américain Chester Meyers considéré comme prisonnier de guerre, est envoyé en Allemagne.

Le 10 août 1944, le père Yves Moreau de Montcheuil ainsi que les docteurs Fischer et Ullmann sont fusillés au Polygone de Grenoble. Les sept infirmières sont déportées au camp de concentration de Ravensbrück et l'une d'elles, Odette Malossane, *alias Etty*, y décède le 25 mars 1945.

Un symbole de la barbarie allemande

Au lendemain de la guerre, les exécutions de la grotte de la Luire constituent un des épisodes importants du martyrologe du Vercors et un symbole de l'atrocité de la répression allemande.

Ainsi, parmi les lieux choisis par l'Association nationale des pionniers et combattants volontaires du maquis du Vercors lors des commémorations officielles figure en bonne place la grotte de la Luire, symbole des crimes de guerre perpétrés par les troupes allemandes lors de l'attaque de la fin juillet 1944. Le 6 août 1945, Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères assiste à une première commémoration sur les lieux et procède au dévoilement d'une plaque mémorielle. Le 27 juillet 1946, une cérémonie commémorative est organisée par cette association à la grotte de La Luire.



Aujourd'hui, cinq plaques visibles sous le porche de la grotte de la Luire et des stèles et plaques installées sur les autres lieux où des hommes de la Luire ont été abattus, comme le terre-plein en contrebas de la grotte et le pont des Oules, près du hameau de Rousset, rappellent aux visiteurs les événements tragiques qui se sont déroulés en ces lieux.

Des traces photographiques aux aspects dissemblables

La photographie va être également un moyen de faire connaître cette tragédie.

Cependant, les traces photographiques réalisées durant cette période de tension extrême que fut l'attaque allemande sont excessivement rares. Il semblerait que seules deux photographies présentant l'hôpital provisoire de la grotte de la Luire aient été prises le 23 juillet 1944. L'une d'elles est attribuée à Jean Ganimède (**photo 1**). Pris de loin, un peu flou, peu contrasté ce document historique n'a pas retenu l'attention des iconographes et des documentaristes qui lui ont préféré une photographie de reconstitution extraite du film *Au cœur de l'orage*⁽²⁾ de Jean-Paul Le Chanois (**photo 2**). Pris en gros plan, avec les fonctions des acteurs comme l'infirmière⁽³⁾, le blessé, le médecin plus facilement identifiable par leur tenue, ce cliché s'est imposé au point d'éclipser les deux seuls documents authentiques réalisés quatre jours avant le drame. ■

(1) Dont Juliette Lesage, infirmière blessée au combat de Combovin le 22 juin 1944. Signalons également Armand Rosenthal, médecin du maquis du Vercors qui fut abattu le 27 juillet 1944 en tentant de quitter la grotte.

(2) Séquence 1:10:11 à 1:10:29.

(3) Pour les besoins du film, les infirmières sont revêtues d'une tenue blanche similaires à celles portées durant la Grande Guerre ce qui infirment les témoignages d'époque.

Une nouvelle exposition itinérante sur le rôle de la Résistance dans la Libération de la France



Le rôle joué par la Résistance française lors des combats qui ont permis de libérer la France à la suite du débarquement allié du 6 juin 1944 a donné lieu à de nombreux débats historiographiques. Il a d'abord été surévalué dans l'immédiat après-guerre. Les raisons sont liées au contexte de l'époque : il fallait ranger la France du côté des puissances victorieuses et pour cela faire oublier la signature de l'armistice et la collaboration mise en œuvre par le régime de Vichy⁽¹⁾. Il a ensuite été relativisé à partir des années 1980 par les historiens qui minimisèrent

le rôle de la Résistance dans les combats de la Libération, mettant en avant à la fois le manque de moyens en armes et équipements mais aussi certaines erreurs stratégiques. En cherchant à libérer trop tôt certains territoires alors que les armées alliées s'enlisaient dans la bataille de Normandie jusque fin juillet 1944, les résistants se sont exposés à une répression allemande terrible en juin et juillet 1944⁽²⁾. Cette approche qui n'envisage la Résistance que sous le seul angle militaire a depuis été nuancée. « L'armée des ombres » ne s'est pas contentée de prendre les armes : elle a aussi mené un travail de renseignements indispensable pour la réussite des opérations alliées.

À l'occasion des commémorations du 80^e anniversaire de la Libération de la France, la Fondation de la Résistance a réalisé une exposition consacrée à cette question du rôle de la Résistance dans la Libération du territoire, thématique qui avait déjà été développée dans le cadre de *La Lettre de la Fondation* de mars 2024.

Destinée aux établissements scolaires et aux différentes institutions culturelles, cette exposition a déjà été présentée au Musée de la Résistance et de la Déportation de Toulouse. Elle est appelée à circuler dans toute la France, à la demande des institutions intéressées. L'exposition insiste sur le fait que si la Résistance a joué un rôle important dans le cadre des opérations qui ont permis de libérer la France, ce n'est peut-être finalement pas lors des journées de juin 1944 comme cela a souvent été dit, mais en amont d'une part, pour permettre la bonne réussite du débarquement ; et en aval d'autre part, pour éviter l'enlèvement des Alliés et faciliter leur progression alors que la résistance allemande se révélait plus forte que prévue. ●

Fabrice Grenard

(1) Dans son célèbre discours prononcé le 25 août 1944 à l'hôtel de ville de Paris, le général de Gaulle a posé les bases de cette approche en évoquant à aucun moment le rôle des Alliés.

(2) Gilles Vergnon, « Se libérer seuls et trop tôt (juin-juillet 1944) » in *Prendre le maquis*, Libel, 2017.



Vendredi 17 mai 2024, inauguration de l'exposition CNR sur les grilles du square Ferdinand Brunot situé en face de la mairie du XIV^e arrondissement. De gauche à droite, Jean Gabriel de Mons, chef de département de l'Histoire, de la mémoire et des musées associatifs (DHMMMA) à la mairie de Paris ; Danielle Tartakowsky, présidente du Comité d'histoire de la Ville de Paris ; Fabrice Grenard et le préfet Jean-François Treffel, respectivement directeur scientifique et directeur général de la Fondation de la Résistance ; Marie Aynié, secrétaire générale du Comité d'histoire de la Ville de Paris ; Thierry Le Dez, conseiller d'arrondissement délégué au patrimoine à la mairie du XIV^e arrondissement et Frantz Malassis, chef du département documentation et publication à la Fondation de la Résistance.

L'exposition sur le Conseil national de la Résistance présentée dans plusieurs arrondissements de Paris

L'exposition itinérante « Le Conseil national de la Résistance » (14 panneaux) a été conçue et réalisée en 2023 par la Fondation de la Résistance, avec le concours de nombreux partenaires que sont les musées, les centres d'archives, les bibliothèques, les fondations et les familles de résistants qui ont été sollicités pour obtenir des illustrations et documents variés. Cette exposition à vocation pédagogique peut être exposée dans les établissements scolaires mais aussi dans tous les lieux susceptibles de l'accueillir : musées, centres d'archives, médiathèques et bien sûr mairies. Preuve de son succès, elle a été empruntée 14 fois dans toutes la France durant le premier semestre 2024.

À l'occasion du 80^e anniversaire de l'adoption du programme du Conseil national de la Résistance en mars 1944, plusieurs arrondissements de la capitale l'ont présentée au grand public.

Du 15 décembre 2023 au 31 janvier 2024, elle était présentée à la mairie du X^e arrondissement. Du 24 avril au 31 mai 2024, elle était visible dans la salle d'honneur de la mairie du XX^e arrondissement de Paris. Du 13 au 27 mai, le public pouvait la parcourir dans la salle des pas perdus de la mairie du VIII^e arrondissement. On pouvait également la découvrir dans le hall d'honneur de la mairie du VI^e arrondissement du 17 au 1^{er} juin 2024. C'est dans cet arrondissement, au 48 rue du Four, que se déroula la première réunion du CNR.

Par ailleurs, à l'occasion du 81^e anniversaire de la réunion constitutive du CNR et du 80^e anniversaire de l'adoption de son programme, la mairie du XIV^e arrondissement a souhaité rappeler la portée historique de ces deux dates en sollicitant la Fondation de la Résistance pour élaborer avec elle une version remaniée, sur un nombre plus réduit de panneaux de l'exposition itinérante sur le CNR. Cette nouvelle version a été présentée du 23 avril au 20 mai sur les grilles du square Ferdinand Brunot situé en face de cette mairie. Le choix de cet arrondissement est symbolique à double titre. D'une part parce que d'avril à juin 1943, alors qu'il préparait la réunion du CNR, Jean Moulin a résidé au 12 rue Cassin. D'autre part parce que c'est place Denfert Rochereau que se trouve aujourd'hui le Musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc- musée Jean Moulin dédié en partie à l'ancien préfet, devenu délégué du général de Gaulle. ●

Frantz Malassis



Mercredi 15 mai 2024, vernissage de l'exposition à la mairie du VIII^e arrondissement. Au centre, Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance et Jeanne d'Hauteserre, maire du VIII^e arrondissement de Paris.

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

Berty Albrecht. De Marseille au Mont-Valérien. Une féministe dans la Résistance.

Robert Mencherini.

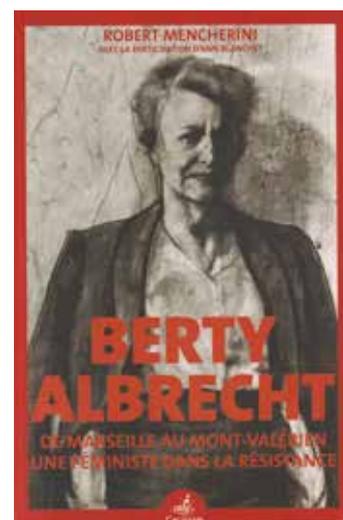
Paris, Les éditions Gausсен, 2022, 223 p., 22 €.

Emblématique d'un engagement résistant poussé jusqu'au sacrifice suprême mais également icône du combat pour les femmes, le personnage et le parcours de Berty Albrecht ont donné lieu à une importante littérature depuis sa mort en 1943. En 2000, l'Association Mémoire de Berty Albrecht lui a consacré une exposition dans laquelle son parcours exemplaire est décliné sur 27 panneaux. Par l'intermédiaire de sa présidente Mireille Albrecht, elle-même résistante et fille de Berty Albrecht, l'association l'a offerte à la Fondation de la Résistance en 2006 pour qu'elle puisse l'utiliser dans le cadre de ses missions et ainsi assurer sa circulation. Née en 1893 à Marseille où elle fait ses études,

Berty Albrecht, européenne en avance sur son temps, traverse l'Europe du début du XX^e siècle pour défendre les valeurs humanistes et s'opposer à la montée des fascismes. Co-fondatrice en 1940 du Mouvement de Libération nationale qui deviendra Combat, on peut affirmer que sa personnalité influencera et fera évoluer celle d'Henri Frenay, le futur chef de Combat. Comme l'écrit Robert Mencherini, Berty Albrecht est pour beaucoup dans le développement de l'organisation clandestine et plus particulièrement dans la diffusion du journal. Ses activités clandestines lui valent une première arrestation par les autorités de Vichy en avril 1942. Internée à la prison Saint-Joseph à Lyon, elle parvient à s'extraire des griffes de ses geôliers quelques semaines après l'arrivée des Allemands en zone Sud. Désormais entrée dans la clandestinité, Berty Albrecht est traquée par les polices nazies. Arrêtée

le 28 mai 1943 à Mâcon lors d'un rendez-vous, elle est transférée à la prison allemande de Fresnes où elle meurt tragiquement dans la nuit du 31 mai 1943. La résistante compte parmi les six femmes nommées Compagnon de la Libération.

Spécialiste de l'histoire de Marseille et de la Résistance, Robert Mencherini apporte un éclairage nouveau sur le parcours de cette femme dont le souvenir se perpétue notamment par l'érection de très nombreux lieux de mémoire un peu partout en France depuis les années 1980. L'auteur a pu bénéficier d'un apport nouveau et riche : celui du fonds Berty Albrecht déposé au musée d'Histoire de Marseille. L'ensemble comporte des documents permettant d'entrer dans l'intimité de cette résistante pour mieux appréhender encore les ressorts de ses différents engagements. Ce don comprend en outre de nombreux objets magnifiquement



restitués dans le livre par de très belles illustrations. On y découvrira ainsi le bureau personnel de Berty Albrecht ou encore quelques vêtements. Au final, un beau livre dans tous les sens du terme, qui permet de mieux comprendre le rôle et l'engagement des femmes dans la Résistance et la défense des valeurs républicaines. ●

Laurent Thiery

La Fondation célèbre la journée nationale de la Résistance

Le 27 mai dernier, la Fondation de la Résistance a commémoré le 81^e anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance. Depuis 2004,

à cette date, la Fondation organise une cérémonie au monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées avant de présider au ravivage de la Flamme sous

l'Arc de Triomphe. Ces initiatives s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de la journée nationale de la Résistance instituée par la loi du 19 juillet 2013.

Après un temps de recueillement au monument Jean Moulin auquel participait Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, s'est rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu. Il était accompagné de Thierry Laurent, directeur de cabinet de Patricia Miralles et d'Evence Richard, directeur de la Mémoire, de la Culture et des Archives au ministère des Armées (photo 1). À leurs côtés se trouvaient l'Association nationale pour la Mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses, le Comité parisien de Libération, le relais sacré de Paris, une délégation du collège Georges Brassens à

Pondessac (Gironde) ainsi qu'une délégation du collège Honoré de Balzac à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis).

Cette année, la Fondation de la Résistance a invité les 41 lauréats nationaux du Concours de la Résistance et de la Déportation 2022-2023 et leurs 21 enseignants (photo 2) qui avaient reçu leurs prix l'après-midi même des mains de Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de France et de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, au lycée Louis-Le-Grand (cf. article page 4). Les élèves ont pu partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance en déposant des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, en portant le drapeau du comité de la Flamme et en chantant *La Marseillaise*. ●

Frantz Malassis



L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a poursuivi ses activités culturelles et mémorielles.

Une conférence sur la déportation au camp de Dora

L'association des amis de la Fondation de la Résistance a organisé une conférence-dédicace le 29 février sur le thème « Résistants et résistance au camp de concentration de Mittelbau-Dora ».

Laurent Thiery, directeur scientifique du *Livre des 9000 déportés de France à Mittelbau-Dora*, a rappelé l'histoire du camp de Dora et en particulier l'utilisation massive de la main d'œuvre concentrationnaire pour la fabrication des fusées V2 et a abordé la question de la résistance au sein du camp.

Après avoir présenté l'imposant travail de recherche qui a permis d'identifier 9000 déportés de France à Dora, plusieurs dictionnaires ont été remis à des familles de déportés présentes.



Cérémonie à la mémoire des étudiants résistants dans les jardins du Sénat.

Photo Maurice Bleicher

Encadrés par leurs professeurs, les élèves des collèges Antoine Coysevox, Gabriel Fauré et du lycée Voltaire ont rendu hommage à la jeunesse résistante grâce à des chants et des poèmes.

En ce 80^e anniversaire de la Libération, le président Larcher a rappelé l'engagement de la jeunesse française, en particulier lors de la libération de Paris et durant les combats autour du Sénat. S'adressant aux collégiens et lycéens présents, il les a exhortés à ne jamais se soumettre à l'obscurantisme et à la haine alors que Bernard Beignier, recteur de l'Académie de Paris, les a invités à réfléchir au sens de ces cérémonies ainsi qu'à leur devoir de citoyen.

Le Ganelon. Un hommage particulier a été rendu aux trois déportés juifs exterminés à Auschwitz, aux quatre résistants fusillés et à une famille de Justes parmi les nations, qui habitait dans le secteur à l'époque.

La présence de Andrée Dupont-Thiersault, âgée de bientôt 97 ans, agente de liaison du BOA local, déportée à 16 ans et demi, a donné à cette cérémonie un caractère particulièrement émouvant.



Photo Maurice Bleicher

Une pièce de théâtre sur la grève des mineurs de 1941

Le 21 mars, nous avons accueilli pour la première fois une pièce de théâtre.

MER a eu le plaisir de recevoir la dynamique troupe *Envol et vous* composée de jeunes et talentueux comédiens qui nous ont présenté la pièce *La grève des mineurs*, écrite par Margot Planque.

Elle relate la grève menée par les mineurs dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais au printemps 1941 contre la dureté des conditions de vie imposées par l'occupant allemand pour répondre à l'effort de guerre. En représailles, près de 300 mineurs furent déportés.

Devant un public nombreux et conquis, ces jeunes comédiens ont retracé cet épisode à hauteur d'homme (et de femme !) avec conviction, passion et non sans humour.



Photo Maurice Bleicher

La cérémonie à la mémoire des étudiants résistants au Sénat

Comme chaque année, notre association a organisé, avec le Sénat, un hommage aux étudiants résistants morts pour la France le 30 avril dans les jardins du Luxembourg.

Transmission de la mémoire en Indre-et-Loire

MER prend toute sa part dans le programme culturel de la ville de Loches en cette année du 80^e anniversaire de la Libération, avec une volonté forte de transmission aux jeunes générations. Elle participera notamment à des témoignages auprès des élèves de troisième du collège, des rencontres avec le public des services jeunesse de la communauté de communes et à des spectacles offerts aux collégiens et lycéens.

Elle est également heureuse d'annoncer la parution à son initiative d'un livre écrit par Bernard Briais, intitulé *Loches, été 1944* et qui sera tout au long de l'été le « passeport culturel » de ce projet.

Participation au CNRD en Finistère

Membre du comité départemental du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) au titre de délégué des Amis de la Fondation de la Résistance, François Fouré a participé les 9 et 10 avril à la correction des copies et travaux de groupes du CNRD du Finistère. En 2024, le nombre de candidats, avec 589 élèves répartis dans 36 établissements solaires, est en sensible augmentation. Une soixantaine de lauréats ont été retenus. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée à Quimper à Dan Ar Braz le 25 mai. Un voyage à Saint-Marcel leur a été offert le 5 juin durant duquel ils ont rencontré le Président de la République.

Commémoration en Sarthe et dans les Bouches-du-Rhône

Le 28 avril, Jacques Chesnier, délégué de l'association pour la Sarthe, a participé à une cérémonie dans la commune Le Souge



Les élus et les jeunes de la commune entourent Andrée Dupont-Thiersault, commandeur de la Légion d'honneur.

Photo Jacques Chesnier

François-René Cristiani-Fassin, délégué pour le Vaucluse, a participé le 24 mai avec le Comité de Provence du mémorial Jean Moulin à l'inauguration à Aureille d'un monument marquant le parachutage dans les Alpilles de Jean Moulin et de ses deux compagnons, Raymond Fassin et Hervé Monjaret, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942. Une foule nombreuse a assisté à la cérémonie coorganisée par la mairie d'Aureille et les familles des trois résistants, en présence de la sous-préfète d'Arles, du général commandant l'école de l'Air de Salon-de-Provence et des élèves pilotes de la base aérienne 701. ●

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : contact@memoresist.org

site internet : www.memoresist.org

Page Facebook :

www.facebook.com/Memoresistance

Tél. : 01 45 66 92 32

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire 2022-2023

Pour l'année scolaire 2022-2023, trente-huit photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire qui a décerné trois prix et une mention à l'occasion de cette vingt-cinquième édition.

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été lancé en 1998 par la Fondation de la Résistance dans le sillage du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème d'alors invitait les élèves à rechercher l'histoire des lieux de Mémoire⁽¹⁾. L'idée initiale était de permettre aux candidats du CNRD de valoriser leurs productions photographiques prises dans ce cadre. Depuis, ce concours, le seul du genre, offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire, situés en France ou à l'étranger, relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation. Par la maîtrise de la photographie et la rédaction d'un court texte expliquant leur démarche, les candidats expriment leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Son jury est composé d'iconographes, d'historiens, de conservateurs de musées et de représentants d'institutions et d'associations de mémoire et d'histoire.

En vingt-cinq ans, ce concours, véritable formation à l'éducation à l'image, a permis à plus de 850 collégiens, lycéens et apprentis de montrer les liens qui les unissent à cette « mémoire de pierre », héritage légué bien souvent par des résistants et des déportés, et les leçons civiques qu'ils en tirent. De nombreux travaux sont accompagnés de textes à résonance littéraires comme des poèmes⁽²⁾ traduisant l'émotion ressentie par les élèves dans ces lieux.

Pour la session 2022-2023 du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle ont reçu 38 photographies⁽³⁾ qui ont été soumises au jury.

Conscient de l'intérêt pédagogique et des leçons civiques que peuvent en tirer les élèves, le jury multiplie les actions pour promouvoir ce concours. À ce titre, la direction de la Mémoire, de la Culture et des Archives (DMCA-ministère des Armées) et de l'Association des professeurs d'Histoire-Géographie (APHG) ont largement diffusé les informations invitant les enseignants du secondaire à y participer notamment *via* leurs sites internet et leurs réseaux sociaux. ●

Frantz Malassis

(1) Le thème du CNRD 1998-1999 était : « Des plaques, des stèles, des monuments évoquent le souvenir des actions de résistance et la mémoire des victimes des persécutions et des répressions de la période 1940 à 1945. Recherchez et commentez l'histoire de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants ».

(2) En 2022-2023, treize candidats ont accompagné leurs travaux de poèmes, soit au total 34,21 % des travaux examinés.

(3) Le jury a examiné 38 photographies réalisées par 38 candidats issus de 17 établissements scolaires (neuf lycées d'enseignement général, un lycée des métiers, un lycée agricole, un CEF et cinq collèges). On comptait parmi eux 22 collégiens et 16 lycéens. Sur les 38 photographies examinées, 36 ont été prises dans treize départements français et deux à l'étranger.



Photo Gabriel Pierre

Le **premier prix** a été attribué à **Gabriel PIERRE**, élève du lycée **Alain Fournier à Bourges (Cher)** pour son photomontage intitulé « Vivant par la Mémoire » réalisé à partir de clichés pris à la Maison d'Izieu (Ain).

Son travail était accompagné de réflexions sur ce lieu de mémoire.

« Cette photographie est un photomontage mélangeant deux clichés : le premier pris par mes soins le 1^{er} juin 2023 à la fontaine de la Maison d'Izieu, et le second pris à l'été 1943 nommé "Fête à la fontaine".

Cette photographie a pu être réalisée grâce à un voyage organisé [dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation].

Lorsque l'on vient à la maison d'Izieu, on ne ressent pas cette ambiance pesante que l'on peut ressentir dans un autre mémorial. C'est un lieu de paix, entouré de montagnes, forêts, petites maisonnettes, avec le passage du Rhône en contrebas dans la vallée. C'est un lieu marquant par sa beauté et son histoire. Lorsque l'on entre dans la maison, on peut ressentir cette joie que les enfants dégageaient, que ce soit par les lettres à leurs parents, leurs dessins, ou encore par leurs visages souriants sur les photographies. La paix et la joie sont les maîtres mots de cette maison, l'innocence des enfants devait faire oublier la guerre. En visitant le musée, un grand exemplaire de la Fête à la fontaine était présenté ; aspiré par le sourire de ces enfants, ainsi que par leur joie de vivre, je me suis rendu à la fin de la visite sur l'emplacement où a été prise la photographie.

L'arbre sur la photographie n'y était plus, les enfants non plus, des pavillons avaient été ajoutés, mais on ressentait toujours une abondance de vie dans l'air. J'ai donc dégainé mon appareil, j'ai essayé de me placer le plus que possible dans la même position que lors de la prise de vue originale, puis j'ai capturé l'instant. Les enfants ne sont peut-être plus vivants par le corps, mais ils le resteront à jamais par la mémoire. »

Le deuxième prix est revenu à **Vivien VARGA**, élève du collègue Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour son cliché pris au camp de concentration de Natzweiler-Struthof lors d'un voyage pédagogique dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation en avril 2023.

Le troisième prix a été décerné à **Aymerick GUITTARD**, élève d'une classe d'enseignement général à Brignoles (Var) pour son travail sur la stèle de Vins-sur-Caramy (Var).

Une mention spéciale du jury est venue récompenser **Jeanne RAUBER FUHRMANN**, élève au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour sa photographie de la gare de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention depuis 2001, les lieux de mémoire photographiés en 2023 ainsi que le règlement de ce concours sur le site de la Fondation de la Résistance

www.fondationresistance.org

à la rubrique « Actions pédagogiques » / « Concours de la meilleure photo »